

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 40 (1960)
Heft: 3

Artikel: Réflexions sur la crise de l'agriculture européenne
Autor: Ottinger, R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887508>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les gestes éternels du paysan... Relief du tombeau égyptien de Ti à Saggarah.

Réflexions sur la crise de l'agriculture européenne

par le D^r R. OTTINGER

Rédacteur à la « Nouvelle Gazette de Zurich »

Celui qui parle d'une crise dans n'importe quelle profession pense d'abord qu'il s'agit d'une insuffisance de revenus. Dans ce sens, on ne peut guère parler d'une crise dans l'agriculture européenne. Les revenus des paysans comparés à ceux d'avant la deuxième guerre mondiale ont augmenté, mais il est vrai, pas dans les mêmes proportions que ceux d'autres professions semblables et surtout moins que les revenus ouvriers. L'agriculture n'a donc pas profité de la prospérité générale des dernières années autant que d'autres secteurs; cependant, cette constatation n'est pas absolument précise. D'après les statistiques de l'Union suisse des paysans, les salaires journaliers dans l'agriculture suisse en 1957 étaient 4 fois plus élevés que la moyenne des salaires journaliers pendant les années 1935-1938, époque où naturellement les revenus des paysans étaient très insuffisants en raison de la crise mondiale que connaissait l'agriculture. Cette proportion ne devrait pas avoir diminué dans les années 1958-1959. On note le même phénomène dans l'agriculture des autres pays. Cette constatation énonce déjà la raison principale qui fait paraître toute discussion générale sur l'insuffisance des revenus dans l'agriculture européenne comme problématique : les disparités qui existent, non seulement dans le secteur des revenus, mais dans tous les secteurs de l'agriculture qui sont en rapports réciproques, multiples, et complexes entre eux. Car quelle que soit l'infériorité des revenus de l'agriculture par rapport à ceux des autres professions comparables, cette disparité est infime par rapport à celles qui existent rien que dans le secteur agricole. Ce qui est caractéristique avant tout, ce sont en effet les différences énormes dans la grandeur et la structure des fermes, dans la formation générale et professionnelle des paysans, qui s'ajoutent, soit compensatives, soit aggravées aux grandes et incorrigibles différences qui existent dans les conditions naturelles et climatiques de la production agricole. Si l'on ajoute encore la diversité des méthodes politiques appliquées à l'agriculture, toutes ces différences font que les conditions d'existence sont plus diverses que dans aucune autre profession. Cette diversité se manifeste dans le fait que l'on voit dans l'agriculture tous les échelons de revenus, des plus hauts jusqu'aux plus bas. Enfin, le nombre de propriétés rurales dont les revenus sont insuffisants est, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, extrêmement grand.

L'exode rural

Ces précisions sur la situation des revenus de l'agriculture européenne ne sont pas seulement d'un intérêt académique; elles seules sont propres à nous montrer dans les grandes lignes comment faire pour adoucir, lentement et péniblement, mais efficacement tout de même, la mauvaise situation financière de l'agriculture européenne. Quand ils parlent d'une crise de l'agriculture européenne, les responsables de la paysannerie ne pensent en effet pas seulement aux revenus connus comme insuffisants, mais aussi à un autre état de chose à première vue alarmant, qui est en liaison étroite avec les conditions d'existence. Il s'agit du phénomène de l'exode rural, de cette émigration continuelle des ouvriers agricoles, qui s'est accentuée dans une mesure extraordinaire surtout après la seconde guerre mondiale. A cet égard, l'évolution dans les pays du Marché Commun est peut-être particulièrement instructive, car il s'agit d'une grande région économique où, en 1950, il y avait encore 18 millions de personnes occupées dans l'agriculture. En 1957, ce chiffre avait diminué de 3 millions, ou de 17 %. Dans les pays comme la Suède, le Danemark et la Suisse, l'évolution s'est déroulée de la même façon. Les appréhensions éprouvées par les responsables de la paysannerie à propos de cette évolution sont tout à fait compréhensibles. Même des personnes de milieux non agricoles ont des motifs de regretter l'exode rural, et c'est pourquoi une des tâches les plus nobles des démocraties européennes est de prendre toutes les mesures qui s'imposent du point de vue économique et financier pour que la diminution de la population agricole ne dépasse pas la mesure inévitable et pour que le plus grand nombre de familles paysannes puissent trouver sur leur propre sol un rendement leur permettant de rester fidèles à leur profession.

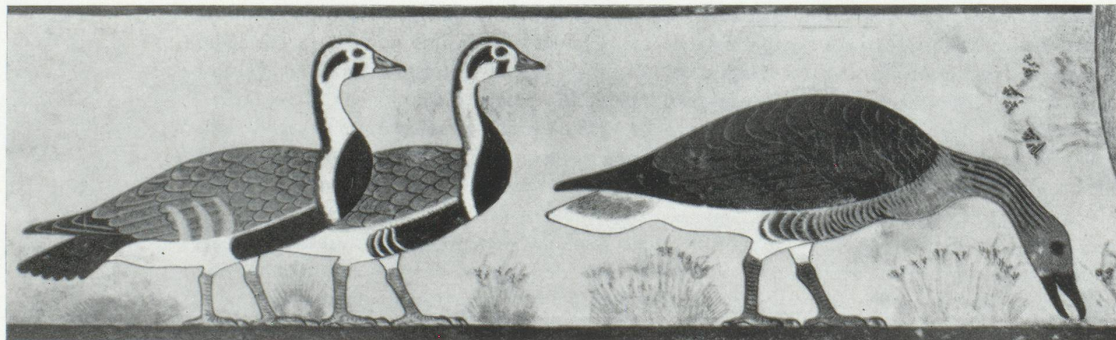
L'augmentation de la consommation ne suit pas celle de la production. Cela dit, on doit constater tout de suite qu'on peut d'autant moins parler d'une évolution critique que l'exode rural n'a pas produit une diminution de la production agricole. En Europe, grâce aux progrès techniques et aux rationalisations entreprises, la production agricole a augmenté bien que le nombre des entreprises agricoles ait diminué. Cette augmentation s'est produite dans les pays du Marché Commun avec une telle rapidité que la Commission de la C.E.E. voit l'équilibre entre la production et les possibilités de vente menacé déjà aujourd'hui pour certains produits. Cette appréhension est d'autant plus justifiée que l'augmentation de la consommation des produits agricoles est étroitement limitée. On l'a calculée à 0,8 % par année pour les pays du Marché Commun, tandis que l'augmentation annuelle de la production a été évaluée à 3 %.

Les prix

Dans ces circonstances, on voit en définitive une cause décisive de l'évolution insuffisante des prix des produits agricoles. Les plaintes de la population campagnarde, selon laquelle cette évolution défavorable des prix est due à la volonté insuffisante des gouvernements de prendre les mesures nécessaires, ne sont que peu fondées pour la plupart des pays européens. Au contraire, les gouvernements de la majeure partie des pays européens s'efforcent plutôt d'aider les paysans à obtenir des prix convenables et des revenus suffisants par des mesures correspondantes. En effet, la Commission de la C.E.E. constate que le revenu absolu de toute l'agriculture n'aurait pas atteint le niveau actuel si les gouvernements et les organisations agricoles n'avaient amélioré la situation des paysans à l'aide de mesures nombreuses. Cette opinion de la Commission de la C.E.E. trouve sa justification dans le fait que dans la plupart des pays européens — à l'exclusion du Danemark dont l'agriculture a constamment fait un effort admirable pour rendre ses produits concurrentiels sur le marché mondial — le niveau des prix des produits agricoles est plus haut que le niveau atteint sur le marché mondial.

Pourtant, les responsables de la paysannerie font valoir, et sans doute avec raison, que ce ne sont pas uniquement les prix des produits apportés sur le marché qui servent de base pour le calcul du revenu des paysans; ce qui est décisif, c'est plutôt la marge entre les prix des produits vendus et les prix dont le paysan a besoin pour maintenir sa pro-

Les oies de Meïdoum. Peinture de l'ancien empire égyptien au musée du Caire. (Une des plus vieilles peintures de l'humanité)





Le travail des champs. Peinture funéraire de la XVIII^e dynastie près de Deïr el Médinich

duction. La dernière assemblée générale de l'Association des agriculteurs européens a constaté que cette marge s'est agrandie défavorablement pendant les dernières années et la Commission de la C.E.E., à la suite d'une enquête, a confirmé nettement l'exactitude de cette opinion.

L'augmentation des salaires a fait monter le coût de production

En effet, c'est un des aspects les plus problématiques de la longue prospérité industrielle que l'augmentation de la production industrielle n'a pas abaissé les prix en question. Ainsi l'agriculture n'a pu profiter d'une diminution des coûts de production. Au contraire, l'élargissement de la production, l'amélioration de la productivité et le marché brillant des affaires ont surtout provoqué une forte augmentation des salaires, ce qui a obligé l'agriculture, à son tour, à augmenter les siens et par conséquent a fait monter sans cesse le niveau des coûts de production au cours de ces dernières années. La Commission de la C.E.E. traduit le résultat de ses enquêtes comme suit : réunissant les prix moyens de production et les salaires des ouvriers agricoles dans un index du coût de production, on constate très nettement que, par comparaison avec les années d'avant-guerre, l'évolution des prix des produits agricoles reste nettement en arrière de l'évolution des prix des moyens de production.

L'élévation des prix est-elle une solution ?

Celui qui s'appuie sur de telles constatations et qui incline à reconnaître le bien-fondé des revendications pour des prix plus élevés, devrait d'abord chercher à savoir si une augmentation des prix et une amélioration de la proportion entre les coûts des moyens de production et les prix des produits vendus est vraiment réalisable. Or, nous avons déjà noté la tendance de la production agricole à croître plus vite que la demande, ce qui devrait rendre très difficile la réalisation d'une pareille intention. Mais, si à ce point de vue les exigences de l'agriculture pouvaient être comblées, on ne dirait jamais assez énergiquement que même une hausse des prix des produits agricoles, à la limite de ce qui est politiquement acceptable, ne pourrait améliorer suffisamment la structure des revenus de l'agriculture européenne. Car c'est un fait indiscutable qu'une augmentation des prix n'améliorerait sensiblement la situation que d'une partie des paysans. Et, justement, de cette partie qui jouit déjà d'un revenu suffisant ou même très bon. Pour l'autre partie, malheureusement très grande, des travailleurs indépendants de l'agriculture, qui n'arrivent à réaliser qu'un revenu insuffisant ou même déplorablement bas, une augmentation des prix n'apporterait qu'une amélioration tout à fait insuffisante du revenu. Car les conditions d'existence peu réjouissantes de cette catégorie d'agriculteurs sont dues au fait qu'elle n'est à même de produire qu'une quantité trop modeste de produits pour le marché. En outre, elle doit affronter des coûts de production fort éloignés de la moyenne.

Une productivité insuffisante

Le fait qu'un grand nombre d'agriculteurs n'arrive à obtenir qu'un revenu insuffisant, bien que les prix soient plus élevés que ceux pratiqués sur le marché mondial, n'est dû que dans une faible mesure aux conditions naturelles et climatiques des pays européens. Ce qui est plus important, c'est l'absence de la productivité due à la structure et à l'économie défavorable de beaucoup de fermes, dont les patrons ne sont responsables d'une façon générale que pour une modeste part. Dans la plupart des cas, même une politique des prix complétée par des mesures sociales ne peut représenter qu'une aide insuffisante; la seule possibilité de corriger l'insuffisance de ces revenus serait l'amélioration des conditions structurelles et économiques des fermes qui, à leur tour, pourraient améliorer leur rendement et réduire les coûts de production. Les causes principales de la maigre productivité de beaucoup de fermes européennes sont déjà bien connues : des exploitations trop petites, des surfaces agricoles trop morcelées, des bâtiments surannés, un manque de capitaux dû à un rendement insuffisant pendant des dizaines d'années, une mécanisation pas assez poussée et un manque de connaissances spéciales et de conseillers techniques et autres, sans lesquels l'exploitation de la puissance de travail de l'agriculture moderne n'est pas imaginable. Des expériences nombreuses ont prouvé d'une manière irréfutable qu'une correction systématique des défauts mentionnés ci-dessus peut réaliser une amélioration des revenus qui dépasserait largement celle qui pourrait être réalisée par une augmentation des prix des produits agricoles.

Une réorganisation systématique

Parmi les possibilités d'augmentation de la productivité, la plus délicate est sans doute celle qui exige la modification de la surface des domaines. La nécessité d'une politique qui poursuive ce but est indiscutable, car la caractéristique de l'agriculture européenne réside justement dans la multitude de petits domaines qui ne sont pas assez grands pour permettre aux familles paysannes d'utiliser rationnellement leurs efforts et de réaliser ainsi un revenu convenable. Dans les pays de l'Europe occidentale, à l'exclusion de l'Espagne où les conditions ne sont pas meilleures, pas moins de 53,2 % des exploitations ne disposent que d'une surface agricole de 1 à 5 hectares et 22,4 % de 5 à 10 hectares. Même dans les pays du Marché Commun, les 2/3 des fermes ont une surface de moins de 10 hectares.

Des gains accessoires et la possibilité de tirer le meilleur profit d'une petite surface par une exploitation intensive permettent à certains petits paysans de réaliser un revenu convenable. Il y a probablement encore d'autres possibilités inexploitées; le remaniement parcellaire pourrait être une aide efficace pour les petits paysans. Mais justement, cet agrandissement des fermes trop petites n'est réalisable d'une façon objective que difficilement. En outre, le remaniement parcellaire est toujours controversé dans le milieu paysan, parce qu'il ne se réalise sur une large base que dans le sens d'une diminution du nombre des fermes et d'une répartition des terrains disponibles entre les paysans qui n'en ont pas assez. Le système politique prédominant en Europe occidentale ne permettra bien entendu jamais d'exproprier des paysans qui veulent rester fidèles à leur sol. Le maximum que l'on puisse demander à l'État serait de faciliter aux paysans leur changement de profession.

Au reste, on doit pouvoir se mettre d'accord sur des mesures constructives dans ce domaine, si on tient compte du fait que partout jusqu'ici le nombre des fermes a été en diminution constante sans que les gouvernements aient eu à intervenir; tant qu'il y aura d'un côté une quantité innombrable de paysans et d'ouvriers agricoles manquant de moyens d'existence, et de l'autre des secteurs économiques dont l'expansion permet d'absorber des travailleurs, cette évolution se poursuivra. Pour cette raison, il serait faux de considérer la diminution du nombre des fermes comme une preuve de la crise. Cette diminution a plutôt produit une amélioration modeste des conditions structurelles et une rationalisation de la production. Elles ont ainsi contribué à atténuer la crise.

Mais il faudrait mettre l'exode rural au service d'une réorganisation systématique de l'agriculture. La tâche de l'économie publique consiste surtout à diriger cet exode de manière que l'agriculture, d'une part, et les autres secteurs économiques, d'autre part, puissent en tirer le meilleur profit. Après tant d'années d'inactivité dans ce domaine, on voudrait espérer une action objective. En revanche, il ne pourra jamais être question d'une politique agraire rendant plus difficile l'émigration volontaire de la population agricole, car la victoire sur ce que l'on appelle la « crise de l'agriculture européenne » ne s'obtiendra qu'au prix de la suppression absolument nécessaire de bon nombre d'exploitations non viables, ce qui permettra aux paysans d'exercer leur profession utilement et rationnellement.

R. OTTINGER